

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

Epreuve d'admission 2^{ème} épreuve orale : mise en situation professionnelle

SUJET N°12

Durée : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

Thème : Inclusion scolaire des élèves handicapés

Dossier :

Texte 1 : Missions de l'auxiliaire de vie scolaire - Document interne

Texte 2 : Article de presse sur le handicap à l'école - Quotidien Libération 15 novembre 2013

Texte 3 : Interview d'un spécialiste des besoins éducatifs particuliers - Université d'automne du Snuipp

Questions posées au candidat :

- Comment définissez-vous explicitement la place de l'auxiliaire de vie scolaire ?
- Quelles incidences la mise en œuvre de ce dispositif peut-elle avoir sur votre pratique professionnelle ?
- Il peut vous être demandé de donner des éléments d'évaluation de l'AVS en vue de la consolidation de son emploi par un CDI. Quels seront vos principaux critères ?

Texte 1

Guide pratique relatif aux missions d'Auxiliaire de Vie Scolaire Individuel - AVS-i (version revue et corrigée le 24/10/2012 – Circonscription TOULON VAR ASH)

Textes de référence :

Circulaire N°2003-093 du 11/06/2003 - Scolarisation des enfants et adolescents présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant : accompagnement par un auxiliaire de vie scolaire.

Circulaire N°2004-117 du 15/07/2004 - Organisation du service départemental d'auxiliaire de vie scolaire.

Décret N°2005-1194 du 22/09/2005 - Relatif aux conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation

Circulaire N°2206-119 du 31/08/2006 - Scolarisation des élèves handicapés : préparation de la rentrée scolaire 2006

Circulaire N° 2008-100 du 24/07/2008 – Formation des auxiliaires de vie scolaire.

Bulletin Officiel N° 31 du 30 août 2012 - Décret n° 2012-903 du 23-7-2012 – Attribution d'AVS mutualisés.

Définition du rôle:

L'AVS-i contribue à la réalisation du projet de scolarisation d'un élève handicapé dans son école et sa classe.

Il lui permet de développer, malgré ses déficiences, des compétences et des connaissances, de solliciter ses capacités et son potentiel comme on le demande à tout élève.

L'AVS-i intervient auprès des enfants et des jeunes pour lesquels la Commission Départementale des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées a ouvert un droit à compensation par une aide humaine.

Aucune autre mission ne peut lui être confiée, qui ne soit en lien avec l'inclusion du handicap.

Cette aide a vocation à diminuer, voire à disparaître, au fur et à mesure du développement de l'autonomie de l'élève handicapé.

Cadre de la mission :

Pour chaque élève accompagné, le plus souvent à temps partiel et exceptionnellement à temps plein, les modalités d'intervention de l'AVS-i sont précisées dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation. Cet accompagnement étant le plus souvent discontinu, l'AVS-i est souvent amené à intervenir auprès de plusieurs élèves. L'Inspecteur d'Académie DSDEN ou un chef d'établissement sont employeurs ainsi que le responsable du dispositif départemental d'accompagnement scolaire des enfants présentant un handicap.

L'action de l'AVS-i est placée sous la responsabilité pédagogique et éducative de l'enseignant ou du professeur, et sous l'autorité fonctionnelle du directeur d'école ou du chef d'établissement.

Activités professionnelles et repères déontologiques de l'AVS-i :

L'AVS-i contribue à la réalisation du projet personnalisé de scolarisation à l'école, au collège ou au lycée (d'enseignement général, technologique ou professionnel).

A ce titre, l'AVS-i peut exercer par :

- des interventions dans la classe définies en concertation avec l'enseignant : aide aux déplacements et à l'installation matérielle de l'élève, aide à la manipulation de matériel scolaire, aide au cours de certains enseignements, facilitation et stimulation de la communication entre le jeune handicapé et son entourage, développement de son autonomie ;
- des participations aux sorties de classe occasionnelles ou régulières. Sa présence permet par exemple de ne pas exclure l'élève des activités physiques et sportives.
- l'accomplissement de gestes techniques ne requérant pas une qualification médicale ou paramédicale particulière, aide aux gestes d'hygiène (certaines formations qualifiantes peuvent permettre l'accès à des gestes médicaux spécifiques lorsqu'il y a une préoccupation vitale)

- la participation à la mise en œuvre et au suivi des projets personnalisés de scolarisation (participation aux réunions de synthèse ainsi qu'aux Equipes de Suivi de Scolarisation notamment).

Lors de la réalisation de ces activités, l'AVS-i ;

- veille à ne pas faire écran entre l'élève et son environnement, à ne pas créer une relation exclusive entre l'élève et lui, à maintenir une relation professionnelle avec l'élève et sa famille
- favorise la mise en confiance de l'élève par une présence active et discrète et des comportements adaptés ;
- repère les situations qui sont susceptibles de créer des obstacles à l'insertion dans la classe et dans l'école ;
- incite l'élève accompagné à réaliser des activités avec les autres élèves, en proposant éventuellement des moyens adaptés ou en proposant des adaptations ultérieures à l'enseignant.
- favorise les échanges directs, collectifs ou privilégiés, entre l'élève et ses pairs, ainsi qu'avec les adultes ;
- favorise l'expression et la parole de l'enfant.
- valorise les activités effectuées en autonomie ou en coopération avec d'autres élèves.

L'AVS-i est un professionnel membre à part entière de l'équipe éducative.

A ce titre, l'AVS-i :

- intègre et comprend les objectifs du projet de scolarisation de l'élève dans sa classe.
- a une obligation de discrétion professionnelle. Son comportement professionnel exige la confidentialité des informations qu'il est amené à connaître de par sa position.
- participe aux équipes éducatives et aux équipes de suivi de la scolarisation dont tous les membres sont tenus au moins à l'obligation de discrétion professionnelle.
- participe au dialogue avec la famille sous le contrôle de l'enseignant ou du professeur principal.
- est apte à rendre compte de son action, oralement ou par écrit.
- analyse seul et en équipe ses expériences et ses difficultés.

Fonctionnement :

Installation

Quand l'AVS-i prend son poste dans l'établissement, le directeur ou le chef d'établissement :

- l'intègre à l'équipe.
- lui remet les documents nécessaires (plannings, emplois du temps, projet d'école, règlement, numéros d'urgence, PAI, etc ...)
- harmonise l'emploi du temps, dans le cas où le travail est partagé entre plusieurs élèves accompagnés et/ou l'un d'eux n'est pas présent à plein temps à l'école (soins).
- concertation avec l'enseignant :

Des moments de concertation doivent avoir lieu avec l'enseignant de la classe ou du professeur principal afin d'établir une cohérence et un suivi de l'accompagnement de l'élève. Ce temps de concertation doit être effectif. Son contrôle est de la compétence du directeur ou du chef d'établissement.

Participation aux réunions :

En tant que membre de l'équipe éducative, l'AVS-i participe à toutes les réunions (équipes éducatives, équipes de suivi de la scolarisation) concernant le ou les élèves accompagnés. Il a un devoir de discrétion professionnelle.

Relations avec les familles :

Dans le cadre de la classe, l'enseignant responsable de l'élève et de la mise en œuvre de son projet personnalisé de scolarisation. Les échanges entre les familles et l'AVS-i, dans le cadre du projet, se feront toujours sous la responsabilité, et sous l'autorité du directeur ou du chef d'établissement.

Renouvellement ou arrêt de l'accompagnement par un AVS-i :

La décision d'attribution d'un AVS-i, prise par la CDAPH, n'excède pas une année scolaire. La demande de renouvellement doit être envisagée lors de l'Equipe de Suivi de Scolarisation (ESS).

Situations particulières :

Absence de l'AVS-i

L'AVS-i doit prévenir immédiatement :

- le directeur ou le chef d'établissement
- à l'Inspection Académique la coordinatrice administrative des AVS-i (Division de l'Action Educative : 04.94.09.55.83 ou 04.94.09.55.88) et lui envoyer l'original de l'arrêt maladie sous 48 heures ou la demande d'autorisation d'absence ;

Il doit envoyer copie de ces documents à son directeur ou chef d'établissement.

Le directeur ou le chef d'établissement préviendra :

- les parents
- l'enseignant de la classe

Dans tous les cas, l'enfant est scolarisé dans l'école ou dans l'établissement.

Absence de l'enseignant

- les parents de l'élève sont prévenus par l'établissement scolaire.
- l'AVS-i continue son intervention auprès de l'élève dans la classe d'accueil. En aucun cas il ne doit rester seul avec l'élève et le reste de la classe.

Absence de l'enfant

- les parents doivent prévenir le directeur ou le chef d'établissement comme dans le cas de n'importe quel élève.
- l'AVS-i reste dans la classe, dans l'école, en situation d'observation, de rédaction ou de préparation. Il peut éventuellement avec l'accord du directeur ou du chef d'établissement aider à l'accompagnement d'activités à destination d'élèves à besoins particuliers.
- si l'enfant est absent au-delà de 10 jours, le directeur ou le chef d'établissement préviendra le service AVS-i de l'IA et l'AVS-i pourra être éventuellement affecté sur une autre mission.

Sortie scolaire avec nuitée

L'accompagnement d'un élève lors d'une sortie scolaire avec nuitée est facultatif mais doit être facilité au bénéfice de l'élève. Un séjour de ce type fait partie intégrante du projet d'école.

« A l'école, un statut et des CDI »

Par **VÉRONIQUE SOULÉ**

De contrats aidés en CDD à répétition – en alternant des périodes de pauses obligatoires avec des retours à la case chômage –, Marie Lacroix accompagne des élèves handicapés depuis près de dix ans. Elle a côtoyé des enfants autistes, trisomiques, handicapés psychomoteurs... Aujourd'hui elle assiste trois jeunes d'une quinzaine d'années : l'un malentendant, l'autre souffrant de troubles cognitifs, le dernier à la fois dyslexique, dysorthographique et dyspraxique. Mais malgré son expérience, Marie Lacroix est toujours précaire, à l'instar de nombreux AVS (auxiliaires de vie scolaire).

La situation de ces auxiliaires, des femmes en grande majorité, s'est récemment améliorée. Le 22 août, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé une série de mesures pour reconnaître un statut à une partie d'entre elles. Quelque 28 000 auxiliaires – un peu plus de la moitié des AVS en fonction – vont passer en CDI à partir de la rentrée 2014, a promis le Premier ministre. Il s'agit de celles qui ont été recrutées en tant qu'assistantes d'éducation et qui arrivent au terme de leurs contrats de six ans maximum. Les autres AVS resteront, elles, en contrats aidés.

PREMIER PAS. Tous les acteurs ont salué ce geste qui intervient dans un contexte budgétaire difficile, estimant toutefois qu'il s'agissait d'un premier pas. Depuis la loi du 11 février 2005 qui reconnaît le droit aux enfants handicapés d'être scolarisés « en milieu ordinaire », dans des écoles près de chez eux, la demande des familles a explosé. Durant l'année scolaire 2012-2013, 225 560 enfants en situation de handicap ont été accueillis dans des établissements – 136 421 en primaire, 89 142 en secondaire. Mais face à la hausse continue (au rythme de 11% par an), le nombre d'AVS n'a pas suivi, suscitant colère et déception des familles. A chaque rentrée, des parents ont dû renoncer à mettre leur enfant à l'école, faute d'AVS pour l'aider, alors même que la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) leur avait attribué un certain nombre

d'heures de classe avec une auxiliaire. En cours d'année, des enfants se retrouvent sans AVS, leurs contrats expirant. Les familles doivent alors les reprendre à la maison, au moins le temps qu'une nouvelle auxiliaire soit nommée. Certaines personnes, souvent en chômage longue durée, prennent ces postes faute de mieux mais sans formation adaptée, peu motivées, elles représentent plus un fardeau pour l'enseignant responsable de la classe qu'une aide réelle.

« Nous attendions depuis longtemps les mesures promises par Jean-Marc Ayrault mais on nous disait que ce n'était pas possible... Nous sommes en outre sensibles au fait que ce soit le Premier ministre en personne qui les annonce », se félicite Jean-

« En plus des CDI, ces auxiliaires vont être mieux formées. Or c'est un métier difficile qui ne s'invente pas. »

Jean-Louis Garcia président de la fédération des Apajh

Louis Garcia, président de la fédération des Apajh (associations pour adultes et jeunes handicapés) qui regroupe 630 établissements accueillant 30 000 personnes handicapées. « On avait des AVS jetables qui, au bout de six ans, recevaient un courrier les congédiant, poursuit-il, c'était une vraie gabegie. Maintenant en plus des CDI, ces auxiliaires vont être mieux formées. Or c'est un métier difficile qui ne s'invente pas. »

Certains jugent le geste encore trop timide. En cette rentrée 2013, « près de 13 000 enfants handicapés restent toujours sans solution, à la maison », déplore la Fnaseph (Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap). Elle reconnaît « de réelles avancées » mais regrette que les mesures annoncées laissent la moitié des AVS dans la précarité et qu'elles ne s'appliquent pas avant la rentrée 2014.

Même si elle se dit toujours combative – « je continuerai à me battre car c'est une vocation » –, Marie Lacroix est désabusée. « Comme beaucoup d'autres, je n'entre pas dans la catégorie des auxiliaires concernées par le passage en CDI, regrette-t-elle, je n'ai pas enchaîné de contrats pendant six ans d'affilée : j'ai eu des interruptions. » Pour continuer à travailler dans ce do-

main, elle vient de signer un CUI (contrat unique d'insertion) dans un lycée professionnel géré par les Maisons familiales rurales. Pour vingt heures de travail par semaine, elle touche environ 700 euros mensuels nets. « Je suis gâtée, c'est à 25 km de chez moi et je suis dans un seul établissement. Il m'est arrivé d'être affectée dans plusieurs, distants de dizaines de kilomètres... »

DIPLOME. Le plan annoncé par Ayrault reste maintenant à concrétiser. Un diplôme d'accompagnant scolaire va être créé mais cela prendra plusieurs mois. Il devrait être fondu avec les formations d'auxiliaire de vie et d'intervenant en établissement spécialisé. Un module sur

le handicap devra être proposé à tous les nouveaux enseignants dans les Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation créées à

la rentrée. Les syndicats réclament aussi des plages de formation continue pour les enseignants en place, parfois désespérés face à ces enfants différents. Or pour l'instant, on ne leur propose que des modules sur Internet.

Pour le SNUipp, principal syndicat du primaire, il faut aller plus loin. « On fait un premier pas significatif mais pour des raisons budgétaires, on n'a toujours pas réglé le cas des personnes en contrats aidés, majoritaires dans le premier degré, explique Sébastien Sihl, le secrétaire général. Il faut discuter d'un statut pour tous les accompagnants. » Le syndicaliste en profite pour tirer un coup de chapeau aux enseignants qui, depuis 2005, « sans faire la une de l'actualité, ont accueilli dans leurs classes toujours plus d'élèves handicapés » et contribué ainsi à la réussite de la nouvelle politique « d'inclusion ». « Cela montre la capacité de l'école à se réformer elle-même, se félicite-t-il, malgré les critiques sur son conservatisme. »

Sans attendre le futur diplôme, Marie Lacroix a entamé une démarche de validation des acquis d'expérience (VAE). Elle espère ainsi prendre de l'avance pour décrocher le sésame. Diplômée, dit-elle, elle aura enfin « un vrai métier reconnu ». ♦



« S'interroger sur les réponses pédagogiques et extra pédagogiques »

Comment expliquer que tous les pays n'aient pas la même définition des enfants à besoin éducatif particulier (BEP) ?

J.P. La définition des BEP recouvre des réalités différentes selon les traditions culturelles de chaque système éducatif. En France, il existait depuis plusieurs décennies une classification traditionnelle qui distinguait les élèves en difficulté scolaire (qui relèvent de dispositifs pédagogiques à l'intérieur du système scolaire) des élèves handicapés. La définition des BEP peut faciliter l'action pédagogique mais le risque est de vouloir faire entrer dans la catégorie « handicapé » des enfants qui ne présentent pas de déficiences au risque de les stigmatiser. L'avantage de cette notion très large est qu'elle oblige les systèmes éducatifs à s'interroger d'une façon ouverte sur les réponses pédagogiques et extra pédagogiques à apporter à ces besoins, quels qu'ils soient...

La loi du 11 février 2005 a-t-elle favorisé l'inclusion ?

J.P. L'inclusion consiste à mobiliser des modalités d'accompagnement spécifiques pour faire réussir dans leur scolarité les enfants handicapés et non pas à les intégrer par une simple participation physique aux parcours scolaires des autres élèves. La loi de 2005 est bonne car elle accompagne et permet d'accélérer un processus d'évolution des mentalités, des dispositifs et des pratiques professionnelles. Cette loi a permis à l'école de devenir accessible à tous les élèves, et d'éviter toute discrimination dans l'accès aux apprentissages. On n'est plus dans la juxtaposition de dispositifs particuliers qui concerneraient des catégories identifiées mais dans une sorte de « lettre de mission » ou de feuille de route globale pour l'école.



JOSÉ PUIG

Après avoir exercé différents métiers de l'éducation, José Puig a participé à la rédaction du plan Handiscol de 1999 et dirigé l'association Handidactique I=MC² dont l'activité porte sur la formations aux pratiques d'accompagnement des personnes en situation de handicap. Actuellement directeur de l'INS HEA (Institut de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés), José Puig a participé à l'ouvrage « Handicap et accompagnement » (Dunod 2009).

Que pensez-vous de l'accompagnement par des AVS ?

J.P. Les AVS répondent à un réel besoin d'accompagnement en venant compléter l'action des enseignants pour permettre à des enfants de suivre leur parcours scolaire. Cependant, la technicité professionnelle de ces personnels est faible aujourd'hui, ce qui est préjudiciable pour les enfants et leurs familles qui n'ont pas de garanties sur la qualité de l'accompagnement, mais aussi pour les AVS qui peinent à trouver leur place et à être reconnus. Enfin, situation paradoxale, c'est un métier très complexe qui s'exerce sans qualification. Ce métier d'AVS, encore mal défini, commence enfin à trouver la reconnaissance institutionnelle souhaitable avec les récentes annonces ministé-

rielles sur leur professionnalisation.

Comment articuler de nouvelles professionnalités avec celles déjà existantes ?

J.P. On est dans une constellation d'acteurs dont les cultures professionnelles très différentes sont trop cloisonnées. Il faut trouver des complémentarités entre les différents professionnels : les PE et les AVS mais aussi les ATSEM, les intervenants des établissements et services médico sociaux (psychologues, orthophonistes, éducateurs spécialisés, ergothérapeutes, kinésithérapeutes, etc.), les intervenants libéraux, les équipes de santé (CMP, pédopsychiatres), mais aussi la famille qui est un acteur fort de l'inclusion... La condition à la réussite d'un parcours d'inclusion passe par l'organisation de temps de formation en commun pour

« UN ENFANT NE PEUT PAS ÊTRE CITOYEN D'UNE CLASSE S'IL EN EST UN MEMBRE INTERMITTENT... »

professionnaliser la collaboration entre tous ces acteurs.

Certains de ces élèves sont scolarisés à temps partiel. Où sont-ils le reste du temps ?

J.P. C'est un vrai problème. Dans certains cas la scolarisation à temps partiel est une manière de dire « on accueille » mais à minima parce qu'on ne peut pas refuser... Ce n'est pas la logique de l'inclusion et les effets sont pervers. Par exemple en maternelle, c'est la continuité de la scolarisation qui permet aux enfants d'entrer dans les apprentissages. Un enfant qui est présent 2 ou 3 demi-journées par semaine ne peut pas être citoyen d'une classe s'il en est un membre intermittent... Mais la scolarisation à temps partiel est parfois inévitable. L'enfant peut avoir besoin de temps de rééducation, de soins ou d'activités d'accompagnement médico-social...

Quels sont les droits des parents ?

J.P. Avec la loi de 2005 on est dans une logique de droit des familles et des enfants. La CDAPH (commission départementale) est le prescripteur du temps d'accompagnement (AVSi, AVS-co, etc...) et de la prise en charge (médico-sociale, soins à domicile). Mais elle ne peut pas imposer des formes de prise en charge qui ne conviendraient pas aux familles. Par contre, des parents à qui on refuserait une scolarisation, ou dont l'enfant ne disposerait pas de l'accompagnement prescrit nécessaire, sont en droit d'engager des recours. Ils sont de plus en plus nombreux à le faire.

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT MARTINEZ